

Déclaration de l'Ambassadeur, Représentant Permanent
du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies et des
autres Organisations Internationales à Genève,
devant la 53ème session du Comité Exécutif du HCR

(30 septembre 2002)

Monsieur le Président,

Le Maroc a pris connaissance, avec préoccupation, du communiqué conjoint du HCR et du PAM, du 29 août dernier, faisant état d'une crise alimentaire et financière, menaçant des milliers de ses ressortissants retenus dans les camps de Tindouf. Cette inquiétude est d'autant plus légitime, que mon pays, conviendrait il de le rappeler, n'a cessé depuis plus de deux décennies, d'alerter la Communauté internationale, sur les détournement de l'aide internationale.

Aussi cette crise alimentaire n'est nullement la conséquence du phénomène appelé communément « fatigue des donateurs », car l'aide internationale n'a jamais fait défaut à Tindouf. Les statistiques démontrent, en effet, que le HCR, le PAM et l'ECHO se sont amplement acquittés de leurs obligations humanitaires. En outre, plusieurs pays européens fournissent, régulièrement, des centaines de milliers de tonnes d'aide alimentaire, confiés directement au Croissant Rouge algérien. Cependant, seule une infime partie de ces dons arrivent effectivement à ses destinataires. La grande partie se retrouve sur les marchés locaux, ou des pays voisins.

Force est donc de constater que cette crise alimentaire est manifestement le résultat d'un détournement systématique et organisé à tous les niveaux, et ce dès la réception de l'aide au port d'Alger. Ces détournements ont été rapportés par la presse internationale et même par certains quotidiens algériens, et confirmés par plusieurs ONGes européennes. En outre, tous les ex-haut responsables du prétendu « polissario », ayant regagné la mère patrie, le Maroc, dont entre autres, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères, le Président du Croissant rouge sahraoui, la Présidente des Femmes sahraouies et juste Lundi dernier, le Dirigeant et chef militaire du « polissario » M. Lahbib Ayoub, ont démontré, preuves à l'appui, les rouages et les bénéficiaires de ces hold-up systématiques de l'assistance internationale.

Dans ce contexte, la réponse de la Communauté des donateurs ne devrait plus être, davantage, d'assistance, le corollaire étant l'enrichissement de ses prédateurs, mais davantage de vigilance. Pour y parvenir, deux conditions s'imposent:

- Primo: **Enregistrer toutes les personnes vivant dans les camps**, conformément aux décisions et conclusions pertinentes du Comité Exécutif et de la recommandation de l'année dernière du Comité des Commissaires aux Comptes des Nations Unies, appelant le HCR à « mettre en place un système approprié pour faire en

sorte qu'il dispose en permanence d'informations fiables concernant la taille et les caractéristiques de la population réfugiée».11 est inadmissible que les populations des camps de Tindouf n'ont jamais été recensées alors qu'en Tanzanie où le nombre des réfugiés est 5 fois plus important, le HCR procède à leur recensement annuel, comme le signale son rapport EC52/SC/CRP.15 du 25/9/2002.

- Secondo: **S'assurer de l'arrivée effective de cette assistance à ses véritables destinataires** par des structures de réception, de supervision et de distribution ,autres que celles du pays d'accueil ou des séparatistes. A défaut de remplir ces deux conditions, les camps de Tindouf demeureront le tonneau d'adénoïde de l'assistance internationale.

Monsieur le Président,

Au moment où le HCR et le PAM lançaient leur cri d'alarme sur la crise alimentaire dans les camps de Tindouf, les séparatistes organisaient, à quelques dizaines de kilomètres de distance, leurs deuxièmes manœuvres militaires de l'année. Ce paradoxe de la pénurie alimentaire dans les camps et l'abondance des équipements militaires les plus modernes, à proximité, devrait logiquement interpeller la conscience de la communauté internationale. La morale universelle ne saurait, en effet, s'accommoder, au double jeu des séparatistes qui affament la population des camps en quête de compassion et de sympathie internationales et parallèlement, exhibent leur équipements militaires, récemment acquis et déclarent ouvertement qu'ils se préparent à la reprise des hostilités.

D'après les dépêches de l'Agence de presse des séparatistes SPS, que ma délégation met à la disposition du Secrétariat et des délégués, sept manœuvres militaires ont été organisées en 2000 ; six en 2001, et deux depuis le début de cette année. Au vu du matériel utilisé et cité par les dépêches, les experts militaires estiment que ces manœuvres coûtent cher, très cher. En effet, d'après le Centre de Documentation et de Recherches sur la Paix et les Conflits de Paris, un obus de mortier de 120 mm coûte 400 dollar, un obus de char: 500 dollar, une requête antichar 900 dollar, un missile SAM 6 : plus .de 1000 dollar, une grenade offensive: 6 dollar, un chargeur de kalachnikov coûte 5 dollar. Ainsi, le coût global de chaque manœuvre militaire varierait entre 600.000 et 800.000 dollars. Autrement dit, les séparatistes dilapident annuellement pour s'entraîner, dans le désert de Tindouf, plus que le montant du budget global du HCR en faveur des camps. Bien plus, si on ajoute au coût des munitions utilisées, celui des équipements régulièrement renouvelés, il dépasserait largement l'enveloppe budgétaire que le PAM alloue, annuellement, à l'achat de denrées alimentaires pour les camps de Tindouf.

A la lumière de ces chiffres, une double question s'impose: d'ou vient tout cet argent et combien le coût de ces manœuvres auraient pu garantir de bols calorifiques aux populations des camps, sachant que le PAM évalue son prix à 1,25 dollar? Autrement dit, l'argent alloué aux manœuvres militaires aurait pu bien alimenter la

totalité des populations des camps de Tindouf et sauver les milliers d'enfants souffrants de malnutrition ou de rachitisme, dont a

Monsieur le Président,

En vertu de la convention de Genève sur les réfugiés, le pays d'accueil est responsable de la sécurité physique et alimentaire des « personnes réfugiées » sur son territoire. Cependant, loin d'apporter aide et assistance aux ressortissants marocains retenus à Tindouf, l'Algérie préfère s'en décharger sur la Communauté internationale, et réserver sa générosité à financer, et armer les séparatistes.

Dans ce contexte, il est encourageant de constater un début de prise de conscience internationale sur les conséquences néfastes de la posture schizophrène de l'Algérie sur la stabilité, la paix, et l'intégration régionale au Maghreb. C'est le cas du Royaume Uni, dont l'Ambassadeur à Alger, M. Graham Hand Stewart a déclaré, au quotidien algérien, le Matin, du 12 septembre dernier « Nous sommes réticents à vendre des armes à l'Algérie. Je dois dire que nous restons attentif que les armes que nous vendons à l'Algérie n'aillent ailleurs. Au Sahara occidental, comme cela a été le cas par le passé ».

A l'évidence, la crise alimentaire qui sévit à Tindouf n'émeut guère l'Algérie, dont les obligations humanitaires sont sacrifiées sur l'autel de ses visées hégémoniques. Ce qui la rend, au vu du droit international humanitaire, encore plus responsable de la détérioration de la situation alimentaire qui menace les ressortissants marocains séquestrés à Tindouf. C'est pourquoi mon pays lui lance, un appel solennel afin qu'il ouvre les portes des camps et autorise le retour de leurs occupants à leur mère patrie, le Maroc. A défaut d'un règlement politique auquel l'Algérie continue à s'opposer, en rejetant la proposition de l'Accord Cadre, proposé par Mr. James Baker, Envoyé personnel du SG de l'ONU, seul leur retour librement consenti, sous les auspices du HCR et avec toutes les garanties internationales auxquelles le Maroc a déjà souscrit, pourrait éviter que la crise alimentaire actuelle ne se transforme en catastrophe humanitaire.

Je vous remercie Monsieur le Président.

MANŒUVRES MILITAIRES .(Dépêches telles Que reproduites par l'agence de presse des séparatistes, « Sahara PRESS Service »(SPSU

19-06-2000

Des manœuvres militaires, baptisées « Gleib Akhchad » du nom du lieu où s'est déroulée en 1913 l'une des batailles les plus importantes contre un corps expéditionnaire français sous les ordres du colonel Mouret, se sont déroulées à Tifariti (territoires libérés). Des engins blindés, de l'artillerie lourde, de la DCA et des bataillons motorisés ont simulé une offensive contre le mur tenu par les Marocains:

20-11-2000

L'armée de libération sahraouie a procédé près de Douguej, au sud-est du Sahara Occidental, à des manœuvres militaires, auxquelles ont participé des bataillons d'infanterie motorisée, de l'artillerie lourde et de la DCA. Il **s'agit des sixièmes manœuvres depuis le début de l'année**, organisées, selon le ministère sahraoui de la défense, dans la perspective d'un éventuel retour à la guerre. La présence de membres du gouvernement a été l'occasion d'une conférence avec la communauté sahraouie de Mauritanie et des nomades de la région.

05-06-2001

L'armée de libération Sahraouie (ALS) a procédé à Lakaibat, région de Tifariti (territoires libérés de la RASD), à des manœuvres militaires. Plusieurs unités blindées, l'artillerie lourde, la DCA et des bataillons d'infanterie motorisée y ont pris part. Simulant une offensive contre un mur de sable, les forces de l'ALS se sont déployés devant des invités allemands, des représentants de la presse et des observateurs de la Minurso. (SPS) ;

14-11-2001

L'armée sahraouie a procédé à des manœuvres militaires près de Tifariti, dans les territoires libérés de la RASD. **Septième depuis le début de l'année**, ces manœuvres se sont déroulées en présence du président Mohamed Abdelaziz. Une attaque contre un ennemi en situation défensive a été simulée.

19-04-2002

Des manœuvres militaires ont été organisées dans la 7ème région militaire (Agwanit), en présence du président Mohamed Abdelaziz, de représentants de l'Etat et de l'armée sahraouie, de la communauté sahraouie en Mauritanie et de nomades de la région, qui se sont réunis en conférence dans l'après-midi. Trois groupements tactiques constitués par des unités blindées et un régiment mécanisé soutenus par l'artillerie et la DCA ont effectué des manœuvres combinées. Celles-ci ont simulé l'attaque de tronçons de murs défensifs à l'instar de ceux installés par le Maroc